

Comité Syndical du 14 décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze décembre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Grande Halle de l'Espace Tully sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BERTHIER Marie-Pierre, BOCHATON Jean-Marc, BONDASZ Patrick, BURNET Jacques, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, GENOUD Pascal, GERDIL Frédéric, GUILLARD Jean, JACQUIER Olivier, KUNG Jean-François, LEI Josiane, LOMBARD Gérald, MATHIAN Noël, MEDORI ange, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick, TROMBERT Fabien.

Délégués suppléants présents / votants :

Claudine FAUDOT, Georges BLANC, Marie-Christine MICHAUD, Laurent HAUTEVILLE, Philippe VINET, Aubert DE PROYART, Dominique GIRAUD, Catherine PERRIN, Isabelle PLACE-MERMOZ, Rémy FABRE.

Absents excusés :

DEVILLE François donne suppléance à Mme FAUDOT,
LANG Isabelle donne suppléance M. BLANC,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
MARULLAZ Aube donne suppléance à M. HAUTEVILLE,
MORAND Jean-Claude donne suppléance à M. VINET,
MORIAUD Pascal donne suppléance à Monsieur DE PROYART,
PODEVIN Christian donne suppléance çà Mme GIRAUD,
SONGEON Christophe donne suppléance à Mme PERRIN,
TERRIER Jean-Claude donne suppléance à Mme PLACE-MERMOZ,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE.

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 28

Nombres de délégués suppléants présents : 10

Nombre de pouvoirs : 0

Nombres de votants : 38

Convocation : 7 décembre 2023

Point n°8 – Instauration du régime des astreintes et des indemnités d'intervention à effet au 01/01/2024

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rappelle à l'Assemblée que des travaux préparatoires ont été conduits dans la perspective du transfert « à la carte » de la compétence GEMAPI au 01/01/2024.

Le nouveau service GEMAPI et rivières, redimensionné, a vocation à intervenir en cas de gestion de crise (crues des rivières principalement) à la fois pour la surveillance des systèmes d'endiguement qui seront classés et répertoriés mais aussi pour conseiller les Maires qui sont et demeurent Directeur des Opérations de Secours sur leur Commune.

Ces évènements climatiques (crues des cours d'eau) pouvant intervenir à tout moment, il est proposé d'instituer une astreinte de sécurité au SIAC pour ce service dédié. Ainsi, 1 des 5 agents

techniques du service pourra être placé en astreinte à tour de rôle et donc en capacité d'intervenir si besoin.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessous, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Il reviendra ensuite à l'autorité territoriale de mettre en œuvre ces astreintes en fonction du contexte (type d'astreinte, période de mise en œuvre, planning d'organisation etc...) en tenant compte des impacts RH et financier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu l'avis du CST auprès du CDG 74 en date du 21/09/2023, favorable.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés

- **INSTAURE** le régime des astreintes et le régime des indemnités d'intervention selon les modalités suivantes :

Article 1^{er} – Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services dans les domaines où elle s'impose.

La collectivité pourra recourir à la mise en place d'une astreinte dans les cas suivants :

- *Evènements climatique (inondations, etc.) qui peut intervenir à tout moment car le phénomène peut être localisé, en toute saison.*

Les astreintes auront lieu soit :

- *Semaine complète ;* *Dimanche ou jour férié ;*
- *Du vendredi soir au lundi matin (WE) ;* *Une nuit de semaine*
- *Samedi ou sur journée de récupération ;*

Article 2 – Le personnel concerné

Il sera possible de recourir aux astreintes pour les agents de la filière technique occupant les emplois suivants :

- *Directeur Technique (Cat. A Ingénieur Principal)*
- *Chargé des programmes et projets de gestion (Cat. A Ingénieur),*
- *Chargé des ouvrages (Cat. A Ingénieur)*
- *Chargé de coordination du Bassin Versant (Cat. B Technicien Principal 2^{ème} classe)*
- *Technicien de rivières (Cat. B Technicien)*

Article 3 – Modalité d'application

Il est fixé, comme suit, les modalités d'application du régime des astreintes et des interventions, pendant ces périodes, accomplies par les agents titulaires et stagiaires et agents non titulaires de la collectivité :

Situations donnant lieu à astreintes et interventions	Services et emplois concernés	Modalités d'organisation	Modalités d'indemnisation
<i>Filière technique (Astreintes de sécurité)</i>			
<i>Evènement climatique en particulier crues et inondations, ainsi qu'autre phénomène exceptionnel pouvant avoir un impact direct ou indirect sur la prévention des inondations et les risques naturels, notamment par atteinte aux biens</i>	<i>Service GEMAPI et coordination du bassin versant</i>	<i>En cas d'effectif au complet, la rotation est estimée à 1 fois toutes les 5 semaines, à tour de rôle. Un planning prévisionnel sera défini au trimestre.</i>	<p>L'astreinte fera l'objet d'une indemnisation au taux en vigueur.</p> <p>Les heures d'intervention effectuées par l'agent durant sa période d'astreinte pourront faire l'objet soit d'une indemnisation, en heures supplémentaires (IHTS) pour les agents concernés dans les conditions définie</p>

et/ou aux personnes.			par la délibération instaurant ces indemnités ou en indemnités d'intervention pour les autres agents, soit d'un repos compensateur, selon les montants et taux en vigueur.
----------------------	--	--	--

Les agents seront informés au moins 1 mois à l'avance de leur période d'astreinte sauf situation exceptionnelle. En cas de délai de prévenance inférieur à 15 jours, l'indemnité d'astreintes sera majorée de 50 %.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget. L'autorité territoriale sera chargée de veiller à la bonne exécution de ces dispositions.

Article 4 : l'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Pour les agents de la filière technique autres que les Ingénieurs titulaires ou contractuels, les interventions qui conduisent l'agent à dépasser ses obligations normales de service définies dans le cycle de travail peuvent donner lieu au versement d'IHTS ou être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures d'intervention, le cas échéant majorées selon les taux applicables aux IHTS.

Pour les Ingénieurs titulaires ou contractuels, l'indemnisation des interventions qui conduisent à dépasser les obligations normales de service définies dans le cycle de travail peuvent être indemnisées selon les montants en vigueur (16 € de l'heure pour un jour de semaine, 22 € de l'heure pour une nuit, samedi, dimanche et jour férié). A défaut d'être indemnisées, les périodes d'intervention peuvent être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures de travail effectif majoré :

- De 25 % pour les heures de samedi ou jour de repos imposé par la structure,
- De 50 % la nuit,
- De 100 % le dimanche et les jours fériés.

Pour les dispositions ci-dessus exposées, l'heure de nuit est fixée de 22 h à 7 h.

- **CHARGE** Mme la Président du SIAC de la mise en œuvre de ces dispositions.

Le secrétaire de séance,



Gil THOMAS



Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.